

Retrait US d'Afghanistan : Obama donne le feu vert



Posons quelques questions :

Barack Obama va commencer à rapatrier aux Etats-Unis le corps expéditionnaire américain d'Afghanistan. Au bout de dix ans de guerre (110 milliards de dollars annuels), quel est le bilan ? Les insurgés taliban n'ont jamais été aussi influents. Le "*gouvernement*" de Kaboul – caricaturalement corrompu – est prêt à négocier avec eux. Le "*transfert des responsabilités de sécurité aux forces afghanes*" risque de donner les résultats habituels (Saïgon 1975)...

On sait pourquoi G. W. Bush a commis l'erreur initiale. On sait pourquoi Paris a coûteusement engagé les forces françaises dans cette guerre perdue d'avance : il s'agissait de plaire à Bush. Dépenser des millions en pure perte dans des conflits douteux où l'intérêt de la France n'est pas engagé, et qui risquent de se retourner gravement contre lui, semble devenu le réflexe de l'Elysée ; on en voit une nouvelle manifestation aujourd'hui en Libye.

Pourquoi ce réflexe ? La réponse est dans l'algarade du gouvernement à Pierre Lellouche, qui prétendait faire acheter des Airbus par Air France

plutôt que des Boeing... *"Nous sommes un Etat de droit"*, a sévèrement rappelé Matignon, *"il y a donc des règles internationales à respecter"*. Etre *"un Etat de droit"* en 2011 signifie s'incliner devant le libre-échange, y compris dans des domaines industriels stratégiques (et même si Washington, de son côté, n'hésite pas à imposer les intérêts nationaux américains). En matière de géopolitique c'est la même chose : étant *"un Etat de droit"*, nous sommes tenus de suivre les Etats-Unis dans n'importe quelle aventure guerrière contre l'hémisphère sud ; voire de faire leur travail à leur place, comme en Libye. Parce que le droit, c'est l'Amérique ? Sans doute : *"le rêve américain"*, comme disent les présentateurs de journaux télévisés ; *"nous sommes tous des Américains"*, comme titrait notre grand quotidien de référence. Encore un réflexe... Il vient des années 1990 : il est donc obsolète en 2011, mais c'est un réflexe trop conditionné pour tenir compte de l'évolution des choses.